



Comité national de résistance
et de reconquête (CNRR)

**Pour la défense
des conquêtes
de 1936 et 1945**

Pour tout contact : cnrr2017@gmail.com

cnrr2018.sitew.fr

La délégation permanente du Comité national de résistance et de reconquête s'est réunie à Paris, le 25 janvier. Elle appelle à préparer une convention nationale des délégués élus par les comités le 28 mars prochain.

APPEL

Convention nationale des délégués des comités de résistance et de reconquête à Paris, le 28 mars 2020

Le 24 janvier, au cinquantième jour de grèves et de manifestations pour le retrait du projet de loi sur les retraites, toute la puissance du rejet de la politique du gouvernement Macron s'est une nouvelle fois manifestée. D'un côté, des centaines de milliers ne veulent rien lâcher. De l'autre, le même jour, le conseil des ministres replié sur lui-même, prétend aller jusqu'au bout.

Depuis deux mois, la majorité de la population de ce pays ne cesse de soutenir la mobilisation des travailleurs pour arracher le retrait de la contre-réforme des retraites. Car derrière cette loi se joue ce que Macron a nommé la « transformation » de toute la société. Son programme, c'est l'ubérisation de toutes les relations de travail au nom de l'adaptation au « monde du XXI^e siècle ». Macron ne s'en cache pas, il veut en finir avec « le monde de 1945 », détruire toutes les conquêtes sociales, liquider les retraites, mettre à mort la « Sécu » pour la livrer au pillage du capital financier, de Black Rock et des fonds de pension.

En convoquant les organisations syndicales pour discuter le financement de la retraite par points, Macron voudrait en faire des courroies de transmission de la destruction de la « Sécu ».

La majorité de la population, attachée aux conquêtes de 36 et de 45, refuse ce basculement de société. À compter du 5 décembre, à la SNCF, à la RATP et dans de nombreux autres secteurs, malgré toutes les manœuvres pour la casser, les assemblées générales de travailleurs ont reconduit la grève.

Depuis deux mois, comme il l'a fait avec une brutalité inouïe dès le début du soulèvement des Gilets jaunes, le pouvoir déchaîne la violence d'État contre des manifestations de masse pacifiques. Pour tenter de faire lâcher prise aux grévistes, aux manifestants, ce gouvernement de plus en plus rejeté répond par l'arbitraire et la répression.

Et pourtant, au lendemain du 24 janvier, le gouvernement peut bien prétendre qu'il maîtrise la situation, peut bien menacer, rien n'est réglé ! La situation est inédite : après plus de cinquante jours, la volonté des travailleurs d'arracher le retrait, de faire plier Macron, non seulement ne reflue pas, mais s'étend, comme le montre un fait parmi beaucoup d'autres : la présence de milliers d'avocats parmi les manifestations de salariés.

Partout, après deux mois de grève, malgré la fatigue et les sacrifices consentis, une même détermination : « On ira jusqu'au bout ! »

Cette exigence, cette volonté des travailleurs, des militants, de contrôler et de décider dans les assemblées générales, se relie à leur rejet des gouvernements successifs, à leur rejet des forces politiques, de « gauche » et de « droite », qui se sont partagé le pouvoir depuis des décennies et qui ont largement ouvert la voie à Macron et à sa politique.

Ce que nous vivons en France résonne avec le soulèvement des masses en Algérie, au Liban, au Chili, à Hong Kong, pour « qu'ils dégagent, et qu'ils dégagent tous »...

Rien n'est « réglé » et rien ne rentrera dans « l'ordre ».

Les travailleurs de ce pays, en se donnant les moyens de contrôler leur mouvement, ont pris conscience de leur force.

Durant les deux mois qui se sont écoulés depuis le 5 décembre, des travailleurs, avec ou sans appartenance, des militants, ont pris en main la grève. Ils l'ont organisée à partir des AG, des piquets de grève, malgré et en dépit des obstacles, réalisant sous leur contrôle à la SNCF et à la RATP l'unité des organisations syndicales... Des liens de combat se sont constitués pour travailler à l'élargissement de la grève, pour établir le lien avec d'autres secteurs, d'autres entreprises de leurs localités respectives, avec la jeunesse. La poursuite de la confrontation inévitable avec ce gouvernement exige que la liaison établie localement entre les travailleurs et les militants puisse s'étendre pour couvrir tout le pays.

Il s'agit d'aider à l'organisation de cette force.

La délégation permanente du Comité national pour la résistance et la reconquête des acquis de 1936 et 1945 s'est réunie le 25 janvier à Paris.

Elle propose aux militants et travailleurs d'appartenances diverses, engagés depuis le 5 décembre dans la bataille pour faire céder ce gouvernement au service de la finance, de renforcer les liens, de franchir un pas dans l'organisation à l'échelle nationale d'un large mouvement pour « la résistance et la reconquête ».

Depuis des mois, en particulier depuis le 5 décembre, dans le cadre souple des comités de résistance et de reconquête, qui n'est en concurrence avec aucune autre forme d'organisation, les réunions se multiplient, en lien étroit avec le mouvement des travailleurs pour décider eux-mêmes, dans la bataille pour étendre la grève. Des réunions larges, où des militants ouvriers, des syndicalistes, des travailleurs, des Gilets jaunes, échangent, s'organisent pour agir.

Dans la continuité de la proposition faite lors de la réunion nationale du 30 novembre dernier, la délégation permanente appelle tous les comités locaux à préparer une convention nationale le samedi 28 mars prochain à Paris pour regrouper tous les délégués qui seront élus par les comités de résistance et de reconquête.

Elle appelle dès aujourd'hui à :

- multiplier les réunions les plus larges possible des comités locaux ;
- constituer, partout où c'est possible, de nouveaux comités, dans les localités, les quartiers ;
- élire, mandater dans ces réunions les délégués des comités locaux à la convention nationale.